

U Presidente

Cumunicatu di stampa

Aiacciu, u 31 di maghju di u 2016

Réaction de Jean-Guy Talamoni

Suite à la conférence de presse tenue hier lundi 30 mai par des élus départementaux, il m'appartient de formuler quelques observations.

Ma déclaration de jeudi dernier, dont le texte a été largement diffusé, ne met en cause, à aucun moment, les conseillers départementaux à titre personnel mais l'institution dont les nationalistes demandent la suppression depuis quarante ans, sur la base de la même argumentation, à savoir les dérives clientélistes qu'elle favorise.

Ainsi, la position, ancienne, que j'ai réitérée en séance, n'avait pas vocation à attaquer qui que ce soit en tant que personne, ce que je ne fais jamais, et surtout pas dans l'exercice de mes fonctions de Président de l'Assemblée de Corse. D'ailleurs, à la suite de mon intervention, aucun conseiller départemental, actuel ou ancien, présent dans l'hémicycle, n'a réagi.

Par ailleurs, les choses étant ce qu'elles sont aujourd'hui, nier les dérives affectant les Conseils Départementaux revient à insulter l'évidence et l'intelligence des Corses.

Par conséquent, je ne retirerai rien à mes propos, que je confirme sereinement dans le respect des personnes dont je ne me suis jamais départi : l'avènement d'une Corse moderne et démocratique passe par la fusion des trois collectivités au 1^{er} janvier 2018, dans la concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, élus et agents du service public.

J'espère que la célérité et l'énergie déployées ces dernières heures par ces élus seront désormais mises au service de la construction de la Collectivité unique que chacun déclare appeler de ses vœux.

Jean-Guy Talamoni
Président de l'Assemblée de Corse